



FONDATION RENÉ CASSIN

Institut International des Droits de l'Homme  
International Institute of Human Rights



**UNHCR**

United Nations High Commissioner for Refugees  
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

## 21<sup>ème</sup> Formation intensive sur le Droit des Réfugiés, Strasbourg, 18 – 29 juin 2018

### Présentation de l'équipe enseignante

#### *Par ordre d'intervention*

#### **Ralf GRUENERT**



Avant d'être nommé à Paris en tant que Représentant, Ralf Gruenert a occupé différents postes au HCR : Conseiller Principal, UNHCR Genève (Service – Organisation et Management), Suisse, Coordinateur Principal des Urgences en Croatie (2015); Représentant en Algérie (2012-2015); Chef de Section, Bureau de l'Inspecteur Général (2009-2012) et Représentant-adjoint en République démocratique du Congo (2005-2008). Entre 1992 et 2005, il avait occupé des postes ou effectué des missions prolongées en Algérie, Guantanamo Bay (Cuba), Canada, Genève au Siège du HCR, en Thaïlande et en République Démocratique du Congo. Avant de rejoindre le HCR en 1992, il a travaillé en tant qu'avocat à Berlin, en Allemagne après des études de Droit à l'Université de Regensburg et Tulane Law School. Ralf GRUENERT donnera la conférence inaugurale sur le thème : « *La protection des réfugiés dans le contexte des migrations mixtes* »

#### **Marie Joseph AYISSI**

Chargé des droits de l'homme au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève depuis 2008, Marie Joseph AYISSI travaille au sein de la Division des traités des droits de l'Homme. Il est titulaire d'un Doctorat en droit international de l'Institut de hautes études internationales et de développement de Genève. Il s'intéresse au droit international public général, au droit international des droits de l'homme, à la responsabilité internationale des Etats et au droit des organisations internationales. Il a effectué un séjour de recherche à la Georgetown University Law School de Washington et a également contribué à la rédaction de nombreuses publications. Il fera le cours : Droit des réfugiés et droit international des droits de l'homme : l'apport des organes de traités des Nations Unies au droit des réfugiés.

## Dia Jacques GONDO



Dia Jacques Gondo est Administrateur Principal Chargé de Protection auprès de la Représentation en France du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR) à Paris. Il est auteur d'une thèse en Droit Public intitulée « La protection des réfugiés en droit ivoirien ». Doté de plusieurs années d'expérience acquise dans le cadre des opérations du HCR (rejoint en 1998), à travers plusieurs missions internationales et affectations dans différents pays (Côte d'Ivoire, le Tchad, le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Nigeria, le Sénégal et la France), Dr. Gondo est également enseignant à l'Université de Paris II Panthéon-Assas et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Il représente le HCR dans la coordination de la Formation et assurera les cours sur *le mandat et les activités du HCR*, puis *la protection des réfugiés dans le contexte d'afflux massifs*.

## Jean-Yves CARLIER



Jean-Yves CARLIER est professeur à l'Université Catholique de Louvain (UCL) en Belgique. Il est également avocat. Il a été et est professeur invité dans différentes universités (Paris II Panthéon-Assas, Caen, Strasbourg, Aix-Marseille, Montréal, Den Hague Academy of International Law, Rabat, Tunis, Ouagadougou, Cotonou, Bujumbura, Bukavu). Il enseigne le droit privé international, le droit européen et le droit international des droits de l'homme. Il est également membre du réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'asile en Europe (Odysseus).

Jean-Yves CARLIER fera la série de cours sur *le statut du réfugié au regard de la Convention de Genève*.

## Niki ALOUPI



Professeur de droit public à l'Université de Strasbourg, Niki ALOUPI a également exercé la fonction de juge-avocat représentant du HCR auprès de la CNDA de 2013 à 2017. Auteur de plusieurs publications relatives au droit international, droit de la mer ou aux rapports des systèmes, elle enseigne le droit international général, le droit d'asile, le droit de la mer, le droit des espaces et le droit de l'Union européenne. Niki ALOUPI dirige le Master 2 de droit international public à la Faculté de droit de l'Université de Strasbourg et co-dirige, avec Sébastien Touzé, le DU Clinique des droits de l'homme en collaboration avec la Fondation René-Cassin - Institut

international des droits de l'homme. Elle co-dirige la chronique trimestrielle "Jurisprudence internationale" de la Revue générale de droit international public, dont elle est membre du comité de rédaction. Elle fait partie, depuis 2011, de l'équipe de secrétaires-rédacteurs de l'Institut du droit international.

Niki ALOUPI assurera le cours sur *le principe de non-refoulement et les droits des réfugiés*.

### **Caroline LALY-CHEVALIER**



Caroline Laly-Chevalier est Conseillère juridique auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR, Paris) et chargée de liaison auprès de l'OFPRA et la CNDA. Elle est actuellement en détachement de son poste de Maître de conférences en droit international public à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille II, où elle dirigeait notamment la spécialité « Action humanitaire, Solidarités internationales et Crises » du Master professionnel sciences politiques. Auteur de plusieurs ouvrages, souvent sollicitée pour des colloques et conférences relatifs au droit d'asile, Caroline

LALY-CHEVALIER donnera le cours sur *la réinstallation et autres voies d'accès légal aux pays tiers*.

### **Mamadou Dian BALDE**

Mamadou DIAN BALDE est actuellement Directeur adjoint au sein de la Division pour la résilience et les solutions, récemment établie au siège du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR). Au cours de ses 19 ans de carrière au sein du HCR, il a été affecté et effectué de longues missions en Afrique (au Bénin, au Libéria, en Guinée, au Soudan, au Kenya, en Éthiopie, au Tchad et en Algérie), en Asie (Corée du Sud) et à Genève, au siège de l'organisation, à Genève. Ses plus récentes affectations pour le HCR sont : Représentant adjoint pour la protection en Éthiopie, Représentant par intérim auprès de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba ; et Représentant adjoint au Tchad. Auparavant, il a servi à la Division de la protection internationale à Genève en tant que chef de l'unité des solutions globales. Mamadou DIAN BALDE est titulaire d'un doctorat en droit international de l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Il a été chargé de cours en droit international et droit international des droits de l'homme dans des universités en Guinée et en Corée du Sud. Il donnera le cours relatif au *cadre d'action global pour les réfugiés « Comprehensive Refugee Response Framework »*.

## Sylvie SAROLEA



Professeure de droit international et des étrangers à l'Université Catholique de Louvain, Sylvie Sarolea est également Avocate au Barreau de Nivelles (Belgique) depuis 1994. Ses principaux sujets de recherche sont entre autre: la mise en œuvre de la réforme de l'adoption internationale sous l'angle du droit international des droits de l'homme, la jurisprudence des juridictions internationales en matière d'immigration et d'asile, la réforme du droit belge de l'immigration sous l'angle du droit international des droits de l'homme, plusieurs recherches comparatives au sein du réseau Odysseus au sujet de la détention des étrangers, des alternatives à celle-ci et à son contrôle juridictionnel. Mme Sarolea enseignera *les politiques européennes en matière d'asile et d'immigration*.

## Linos-Alexandre SICILIANOS



Vice-président, Président de Section depuis 2017 et Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme depuis 2011, Linos-Alexandre Sicilianos est membre du Curatorium de l'Académie de La Haye de droit international, Membre associé de l'Institut de Droit International, Membre de la Cour permanente d'arbitrage et professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes. Il a également recouvert des rôles à l'intérieur des Nations Unies (Membre, Vice-Président et Rapporteur du Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination raciale; Membre du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine; Membre de la délégation grecque à l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Commission des droits de l'homme), dans le Conseil d'Europe (membre et ancien Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme; expert indépendant, invité par le Conseil de l'Europe dans un certain nombre de missions en Slovénie, la Bulgarie, la République Tchèque, la Moldavie, l'Ukraine, l'Albanie et l'Azerbaïdjan) et à l'Union Européenne. Auteur de plusieurs publications en droit international général, en droit des organisations internationales et en matière de protection internationale des droits de l'homme, il donnera au sein même de la Cour, une conférence spéciale sur le thème : *La Cour Européenne des Droits de l'Homme face à la crise des migrants et des réfugiés*.

## **Roland-François WEIL**



Titulaire d'un DEA de Sciences Politiques, IEP Aix-en-Provence, Roland-François Weil est Fonctionnaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés depuis 1987. Il a occupé de nombreux postes dans les unités de Programme, de l'Administration, des Solutions Durables et de la Protection en Afrique, Asie, Europe de l'Est et Amérique. Il est actuellement Représentant de l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg et participera à la table ronde sur la présentation des activités du HCR-Strasbourg avec ses interlocuteurs du Conseil de l'Europe en matière de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes

## **Chantal GALLANT**



Juriste au Service de l'exécution des arrêts de la Cour EDH depuis septembre 2017, Chantal GALLANT possède une expérience de plus de quinze années au service de la promotion des droits de l'homme. Diplômée de Licence en droit de l'Université Libre de Bruxelles et de Master européen en Droits de l'homme et Démocratisation de l'Institut danois des droits de l'homme, elle a mis ses compétences et ses conseils, tour à tour, au service du Ministère de la Justice de Belgique (2003-2017), au service des Nations Unies comme Officier des droits de l'Homme, Volontaire, en Haïti (2009-2011). Chantal Gallant a également, par deux fois, été Rapporteur sur les droits sociaux pour le Comité directeur des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Elle participera à la présentation des activités du HCR-Strasbourg avec ses interlocuteurs du Conseil de l'Europe notamment pour présenter l'exécution des arrêts de la Cour et avec une attention toute particulière portée sur la traite des êtres humains, les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et mariages forcés.

## **Cécile GRÉBOVAL**



Responsable de programme, Unité Égalité de genre, Direction générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe. Elle participera à la présentation des activités du HCR-Strasbourg avec ses interlocuteurs du Conseil de l'Europe.

## Caterina LUCIANI

Caterina LUCIANI est administrateur associé chargé du perfectionnement du personnel en matière de protection et groupes sectoriels auprès du Centre d'Apprentissage Global (Global Learning Centre) du HCR. Depuis 2015, Elle soutient les opérations HCR de réponse au déplacement interne dans le renforcement des capacités du staff de terrain (HCR, interagence, and gouvernementale) en protection opérationnelle, élaboration de stratégies de protection, et coordination interagence. Avant de rejoindre le HCR, Caterina LUCIANI a travaillé dans plusieurs ONG humanitaires au Moyen Orient et en Europe. Ses domaines de compétences en tant que praticienne, formatrice, et facilitatrice incluent le droit international humanitaire, la protection dans l'action humanitaire et la protection des civils, la coordination humanitaire, et l'accès humanitaire. Caterina LUCIANI est titulaire d'un master en affaires internationales obtenu auprès de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et de Développement de Genève. Elle donnera le cours sur *les déplacés internes*.

## Véronique LERCH



Mme LERCH est consultante indépendante en droits de l'homme, spécialisée en droits de l'enfant. Elle était la Directrice du Département de Liaison et du Plaidoyer de la fédération internationale de SOS Villages d'Enfants. Elle a notamment travaillé sur une campagne visant à protéger et promouvoir les droits des jeunes qui sortent de placement en Europe et Asie Centrale. Elle a également travaillé sur les thèmes liés à la gouvernance et à la lutte contre la corruption. Elle donnera le cours sur la protection des enfants non accompagnés en besoin de protection internationale

## Emmanuelle MITTE



Emmanuelle Mitte a travaillé pour le HCR dans le domaine de la protection des réfugiés et personnes déplacées dans diverses régions d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Asie centrale. Depuis les 8 dernières années, elle s'est spécialisée sur les questions d'apatridie, d'abord dans l'ex Union Soviétique, puis en Afrique de l'Ouest, et plus récemment en Europe. Emmanuelle Mitte est basée à Bruxelles, où elle officie pour le Bureau Europe du HCR comme administratrice principale en charge des questions d'apatridie. Emmanuelle MITTE donnera une série de cours sur *l'apatridie et le cadre juridique, mandat et action du HCR*.

## Hélène RASPAIL



Hélène RASPAIL est maître de conférences en droit public à l'Université du Maine. Elle y enseigne le droit international, le droit européen et le droit constitutionnel. Elle exerce également la fonction de juge-asseur auprès de la Cour nationale du droit d'asile, nommée par l'UNHCR. Elle est membre de la Société française pour le droit international et lauréate du prix Suzanne Bastid 2012 pour sa thèse intitulée *Le conflit entre droit interne et obligations internationales de l'État - Point de vue du droit international*. Elle est l'auteur de plusieurs publications en droit international public et en droit d'asile. Hélène RASPAIL fera le débriefing du cas pratique et de l'exercice de simulation de juridiction.